

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



OASIS
HISTOIRE
DE LA RÉSURRECTION
D'UN GROUPE MYTHIQUE **PAGE 16**

VATICAN
L'AMBITIEUSE ÉPOPÉE
DU PAPE EN ASIE
ET EN OCÉANIE **PAGE 9**

L'ÉTÉ DU FIGARO

RÉGIS DEBRAY
« LA POLITIQUE
EST TRISTE,
HÉLAS,
MAIS IL RESTE
LES LIVRES »
PAGE 22

**CES RICHES
EXTRAVAGANTS**
LIBAN : FAQRA,
TEMPLE DU
BLING-BLING
DANS UN PAYS
EN FAILLITE
PAGE 24

JEUX D'ÉTÉ
PAGES 18 ET 19

MATIGNON
Emmanuel Macron
se donne encore
du temps **PAGES 4 ET 5**

DÉFENSE
Avec la vente
des Rafale,
la France veut
armer la Serbie
à l'Europe **PAGE 8**

PARALYMPIQUES
Grâce à
la technologie,
les supporters
malvoyants vibrent
aussi pour les Jeux
PAGE 14

**CHAMPS
LIBRES**
• La chronique de
Mathieu Bock-Côté
• La tribune
d'Andrea
Marcolongo **PAGE 23**

**FIGARO OUI
FIGARO NON**
**Réponses à la question
de vendredi :**
Emmanuel Macron
devrait-il nommer
Bernard Cazeneuve
à Matignon ?

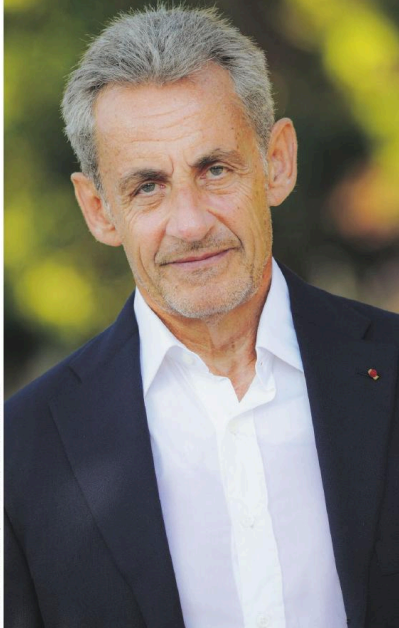
OUI 57% NON 43%

VOTANTS : 176 068

**Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr**
Ségolène Royal
ferait-elle une bonne
première ministre ?

ANDREU JF/DALLE APPR/PAVATICAN
MEDIA/PA/SPA USA VIA RELISI
NIESNER/REUTERS

Nicolas Sarkozy :
« La droite doit assumer
la responsabilité
de gouverner »



THIBAUT DAL PHARDEL/LOIPRESS POUR LE FIGARO

Dans un entretien au *Figaro*, l'ancien président de la République exprime son inquiétude devant la triple crise financière, sociale et politique qui menace notre pays. Il considère que la France « est de droite, comme sans doute elle ne l'a jamais été » et que la responsabilité des Républicains de Laurent Wauquiez est d'empêcher la nomination d'un premier ministre de gauche en acceptant de participer au gouvernement. **PAGE 2**

Budget : les déficits dérapent sur fond de crise politique

La réduction du déficit prévue par le gouvernement ne devrait pas être atteinte. Il ne reste que quelques jours pour bâtir un projet de loi de finances pour 2025.

La situation se complique de jour en jour sur le front budgétaire. L'objectif du gouvernement de ramener le déficit des comptes publics de 5,5 % du PIB en 2023 à 5,1 % cette année ne devrait pas être atteint, notamment en raison de recettes fiscales (impôts

sur les sociétés, impôts sur le revenu) moins élevées que prévu. Par ailleurs, l'absence de nomination d'un premier ministre empêche l'élaboration du projet de loi de finances pour 2025, censé être présenté le 1^{er} octobre prochain. Le temps presse, et le

président de la commission des finances de l'Assemblée, Éric Coquerel (LFI), ainsi que le rapporteur général, Charles de Courson (Liot), menacent de se rendre à Bercy lundi pour aller chercher les documents budgétaires qu'ils auraient déjà dû recevoir.

→ LE RECUL DE L'INFLATION COMPLIQUE L'ÉQUATION DES FINANCES PUBLIQUES
→ UN CALENDRIER CONTRAINT POUR UN BUDGET INTROUVABLE **PAGES 26, 27 ET L'ÉDITORIAL**



Allemagne : l'extrême droite favorite des élections régionales dans l'ex-RDA

Dans un climat politique électrisé par l'attentat islamiste qui a coûté la vie à trois personnes, deux régions clés de l'est de l'Allemagne se rendent aux urnes dimanche pour des scrutins qui devraient enregistrer

une forte poussée de l'AFD, voire entériner la suprématie locale du parti d'extrême droite. En Saxe, l'AFD tutoie la barre des 30 % et elle se montre encore plus conquérante en Thuringe. **PAGES 6 ET 7**

ÉDITORIAL par Gaëtan de Capèle

Chemin de croix

Cela fait maintenant quarante-six jours qu'Emmanuel Macron est à la recherche d'un mouton à cinq pattes pour Matignon. Un extraterrestre qui mènerait une politique à la fois de droite - mais point trop - et de gauche - point trop non plus - pour espérer coaliser un bloc central jusqu'ici introuvable. Et dont la première priorité serait d'établir un budget pour l'an prochain. Souhaitons-lui bon courage ! Alors qu'il ne reste que quelques jours pour boucler cet exercice, aux dernières nouvelles, la situation, déjà critique, ne fait qu'empirer : les recettes attendues ne sont pas au rendez-vous et les dépenses des collectivités territoriales s'envolent. Résultat, l'objectif de ramener le déficit de 5,5 % du PIB à 5,1 % - chiffres déjà cauchemardesques - ne sera pas atteint.

Ce grand dérapage devrait faire dresser les cheveux sur la tête de n'importe quel parlementaire soucieux des finances publiques. L'Assemblée nationale - particulièrement celle dernièrement élue - compte, hélas, davantage de démagogues que de représentants de cette espèce en voie de disparition. Voilà bien le cœur du problème :

comment réunir une majorité en prônant, si ce n'est la rigueur, ce faux épouvantail dont nous avons depuis longtemps perdu le sens, du moins un peu de sérieux budgétaire ? Par quel miracle trouver avec un Parlement en mille morceaux les économies que l'on a échoué à faire avec une troupe en ordre de marche ? Lorsque neuf députés sur dix préconisent de nouvelles dépenses (augmentation du smic, embauche de fonctionnaires, remise en cause de la réforme des retraites...), ce n'est plus une discussion budgétaire qui s'annonce, c'est un chemin de croix.

La situation ne fait qu'empirer

Depuis plusieurs années, la France, quoiqu'elle gère en dépit du bon sens, bénéficie d'une grande clémence. Promettant beaucoup avant de s'asseoir systématiquement sur ses engagements, elle n'a jamais eu à subir les foudres de Bruxelles ni des marchés. Mais cela, c'était avant que la dérive de ses comptes atteigne à ce point la cote d'alerte. Et avant que le désordre politique qui s'installe donne la dangereuse impression d'un pays en train de se paralyser tout seul. ■

RICHARD MILLE



A Racing Machine
On The Wrist

M 00108 881 F 3,60 €



L E T T R E O U V E R T E

Madame, Monsieur le (la) futur(e) Premier Ministre,

Votre responsabilité est lourde. Les Français, et notamment les entrepreneurs que je représente, attendent que soient mises de côté les querelles partisans pour faire en sorte que notre pays ne sombre pas dans un immobilisme, synonyme de chaos.

La période des Jeux olympiques a redonné de l'enthousiasme et de l'espoir à notre peuple en montrant à la face du monde que la France était capable de grandes choses lorsqu'elle en a la volonté et s'en donne les moyens.

La mandature qui s'ouvre sera déterminante pour l'avenir de notre pays. La situation des finances publiques ne nous laisse pas d'autre choix que de retrouver du sérieux budgétaire, sans quoi nous risquons d'en perdre le contrôle alors que la France est, désormais, le troisième pays de l'union européenne en termes de ratio PIB/ endettement. Dans ce contexte, ce n'est pas seulement un retour sous les 3% qu'il faut viser en 2027, mais une trajectoire de retour à l'équilibre dans les années suivantes. Proposer des nouvelles dépenses nous exposerait aux mêmes déconvenues que la Grèce ou l'Espagne.

Il nous faut, au contraire, aller de l'avant, en prenant à bras le corps des questions cruciales pour le pays, comme celle de l'emploi des seniors ou du logement qui connaît actuellement une crise sans précédent.

Se contenter de rogner sur les aides à l'apprentissage, renoncer à baisser les impôts de production, augmenter une fois encore les prélèvements obligatoires ou le coût du travail, sous un prétexte ou un autre, serait un remède pire que le mal. Tôt ou tard il faudra bien, et le moment est sans doute venu, réformer l'action publique qui ne souffre pas d'un manque de moyens ou de personnel, mais d'une absence de stratégie. Reprendre la loi sur la simplification, qui prévoyait notamment la mise en place d'un test PME, est également un impératif alors que notre pays étouffe sous un carcan réglementaire qui décourage l'esprit d'entreprendre et pèse sur la compétitivité des entreprises françaises.

Alors que les défaillances d'entreprises s'accroissent, il faut agir pour soutenir cette croissance sans laquelle nous ne pourrions faire face aux enjeux financiers liés à la transition climatique ou aux évolutions technologiques (IA ...). Les entreprises françaises, et en particulier les TPE/PME, ont montré leur formidable dynamisme en continuant à créer des emplois et en augmentant les salaires qui, aujourd'hui, progressent plus rapidement que l'inflation. Elles méritent qu'on les accompagne. Elles sont la solution à bien des problèmes. Les décourager en leur ôtant toutes perspectives de développement serait suicidaire.

Par ailleurs, les partenaires sociaux dont fait partie la CPME, première organisation patronale française en nombre d'entreprises adhérentes (240 000), pourraient utilement être mis à contribution, sous réserve d'améliorer les règles qui régissent le paritarisme. Ses acteurs pourraient être responsabilisés en adoptant, par exemple, le principe de la règle d'or applicable aux régimes sociaux dont ils ont la charge.

Ne doutant pas de votre volonté de faire avancer notre pays, la CPME se tient à votre disposition pour évoquer avec vous les attentes, préoccupations et propositions de ces artisans, TPE, PME et professionnels libéraux qui font la force et la richesse de notre tissu économique.

François Asselin, Président de la CPME